



lutte
ouvrière

**Guerre, inflation,
crise climatique...**

**RENVERSER LE
CAPITALISME !**



**LE CAMP DES
TRAVAILLEURS**

Nathalie Arthaud

Travailleuses, travailleurs

En manifestant et en faisant grève contre la réforme des retraites, le monde du travail a affirmé son refus de travailler jusqu'à 64 ans et d'être sacrifié pour les profits.

Toutes catégories mélangées, des ouvriers aux cadres, du privé ou du public, des petites ou des grandes entreprises, dans les petites ou les grandes villes, des millions de travailleurs ont relevé la tête. Ils ont exprimé leur refus de voir qu'il n'y a pas d'argent pour les retraites, les salaires, les écoles et les hôpitaux, alors que les milliards coulent à flot pour les grands actionnaires ou pour le budget militaire.

Pendant six mois, les préoccupations des classes populaires ont été au centre de l'actualité. Les manifestants et les porte-parole des syndicats étaient invités à s'exprimer dans les médias, tandis que les faits divers habituellement utilisés pour faire diversion étaient relégués au second plan.

Macron et ses ministres ont dû utiliser toutes les ficelles prévues par les lois et les institutions pour faire adopter coûte que coûte leur réforme rejetée par l'immense majorité des salariés.

Ces mois de mobilisations sont riches d'enseignement.



Dans la manifestation du 16 février, à Paris.



Banderole des hospitaliers de l'hôpital de la Croix-Rousse, à Lyon, le 7 février.

Guerre économique entre capitalistes, guerre sociale contre les travailleurs : les causes profondes des attaques antiouvrières

Par son arrogance et sa politique, Macron suscite une haine bien méritée. Mais, comme Hollande ou Sarkozy avant lui, il n'est qu'un sous-fifre qui met en œuvre les attaques exigées par les capitalistes français.

Partout dans le monde, la rivalité économique entre les grands groupes fait rage pour se partager les marchés, l'accès aux matières premières ou à l'électricité bon marché. Ces géants se livrent une guerre permanente pour accaparer la plus grande part des richesses produites par les travailleurs du monde entier. Qui aura la part du lion, du pétrolier Total, du transporteur maritime CMA-CGM, du constructeur automobile Stellantis ou de leurs concurrents des autres puissances ?

Dans cette guerre permanente, les capitalistes exigent que les budgets des États soient mis à leur disposition. Au nom de la compétitivité, ils exigent que les droits des travailleurs soient réduits, le temps de travail rallongé, les retraites amputées et les salaires bloqués. La grande bourgeoisie ne peut pas prospérer sans attaquer sans cesse les conditions d'existence des travailleurs qu'elle exploite.

C'est la raison profonde des attaques antiouvrières. Macron l'a formulé en disant : « *Il faut rassurer les marchés financiers.* » Et quels que soient le locataire de l'Élysée et la majorité au parlement, les exigences des capitalistes demeureront et les politiciens s'y plieront car ils sont tous respectueux des intérêts patronaux.



Dans la manifestation du 7 février, à Paris.

Hausse des prix : sa cause, le racket du capital ; la solution, augmentation et indexation des salaires.

Mois après mois, l'inflation ronge notre niveau de vie et plonge des familles entières dans la gêne. Faire ses courses, passer à la pompe sont des moments d'angoisse. Des millions de personnes, malgré un emploi et un salaire, sont obligées de compter chaque



euro, de réduire la viande ou le poisson, de se priver de loisirs et de rogner sur l'essentiel, la santé et l'alimentation.

L'inflation n'est pas une calamité naturelle, elle fait partie de la guerre de classe. Les prix n'augmentent pas tout seuls : ils sont fixés par la fraction la plus puissante des capitalistes. L'inflation est du vol sur les classes populaires, une rançon qui s'ajoute à l'exploitation.

L'énergie et certaines matières premières augmentent parce que les Total, Engie, les céréaliers comme Cargill, les armateurs comme la CMA-CGM profitent des pénuries créées par une guerre, un virus ou une sécheresse, pour augmenter les prix et spéculer. Et quand ils ne trouvent pas de prétexte, ils en inventent !

Face à ce véritable racket, le gouvernement n'a pas voulu reprendre ne serait-ce qu'une petite partie de ces surprofits avec une taxation exceptionnelle. Même le bouclier tarifaire sur l'électricité et le gaz, présenté comme un cadeau fait à la population, sera payé demain par les classes populaires, au travers du remboursement de la dette.

Le gouvernement a laissé les grands groupes de l'énergie nous faire les poches, comme il laisse aujourd'hui les capitalistes de l'agroalimentaire et de la grande



distribution nous racketter. On le constate ces derniers temps : même quand le prix du blé baisse, celui des pâtes ou du pain continue de monter. Le « trimestre anti-inflation » de Bruno Le Maire n'est qu'une vaste campagne de promotion pour la grande distribution.

Il n'y a rien à attendre du gouvernement. On ne demande pas l'aumône, on doit exiger notre dû ! Pour ne pas laisser l'inflation nous plonger dans la pauvreté, il n'y a qu'une seule voie : imposer un rattrapage de nos salaires de 400 ou 500 euros puis l'indexation des salaires sur la hausse des prix.

Pour ne pas être sans cesse rattrapés par l'inflation, quand les prix augmentent, il faut que les salaires, les allocations et les pensions augmentent dans la même proportion.

**Les prix flambent,
les salaires
et les retraites
doivent suivre !**

**INDEXATION
DES SALAIRES
SUR LA HAUSSE
DES PRIX !**



Explosion de profits pour les capitalistes

Pendant que le niveau de vie des classes populaires chute, les profits des grands groupes s'envolent, alimentant les fortunes personnelles de leurs principaux actionnaires.

Ainsi TotalEnergie a augmenté ses profits en 2022, avec 19 milliards d'euros officiellement déclarés. Le transporteur maritime par porte-conteneurs, CMA-CGM, profitant de la hausse du prix du fret après la crise du Covid, a battu un record historique avec 23 milliards d'euros de profits. Pour la deuxième année consécutive, les entreprises françaises du CAC 40 ont réalisé plus de 160 milliards d'euros de profit.

Contrairement à la propagande sur le rôle utile des entreprises, l'essentiel de ces bénéfices n'est pas réinvesti dans des infrastructures utiles ou la modernisation de la production. Sous diverses formes, dividendes ou rachats d'actions, les actionnaires encaissent ces richesses créées par les travailleurs. En 2022, le tiers des profits du CAC 40 a été distribué aux actionnaires.

Ainsi, Bernard Arnault, propriétaire du groupe de luxe LVMH, est devenu l'homme le plus riche du monde. Il gagne le smic mensuel toutes les 15 secondes ! La femme la plus riche du monde est aussi française. Françoise Bettencourt Meyers est l'héritière du groupe L'Oréal. Elle dispose de 80 milliards d'euros d'argent de poche.

Pendant qu'on nous rabâche que les caisses de l'État sont vides, qu'il faut travailler deux ans de plus et nous serrer la ceinture, la grande bourgeoisie nage dans l'opulence. Et encore ne voit-on que la partie émergée de l'iceberg, ce que les services comptables des entreprises publient ou les estimations réalisées par des journaux spécialisés.

160 milliards d'euros de profit

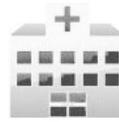
pour les seules entreprises du CAC 40 en 2022, c'est...



près de **4 millions**
d'emplois payés
2 000 euros net,
cotisations comprises



ou la construction
de plus de **50 000**
écoles primaires



ou la construction
de près de
500 hôpitaux

Contrôle des comptes et levée du secret des affaires

Pour pouvoir suivre le circuit de l'argent et voir comment une minorité de profiteurs parasites s'approprient le produit du travail du plus grand nombre, il faut lever le secret des affaires. Il faut que les travailleurs contrôlent eux-mêmes les comptes des entreprises.

On verrait qu'il y a de l'argent pour payer les salaires et les retraites, et pour financer tous les services utiles à la population.

Depuis des mois, la grande distribution et l'industrie agro-alimentaire se renvoient la responsabilité de la flambée des prix en disant « Ce n'est pas moi, c'est l'autre ». De temps en temps, pour mettre un coup de pression dans les tractations secrètes qui se déroulent entre eux, un patron de la grande distribution dénonce « les effets d'aubaine » ou « les hausses injustifiées » exigées par les industriels.

Que l'on rende publique la comptabilité des uns et des autres et on verra qui se taille des super marges en poussant les prix. On n'a pas à les croire sur parole. Ils nous disent que les prix de leurs matières ont augmenté ? On veut voir !



Trop de travail d'un côté, du chômage de l'autre : répartition du travail entre tous !

Ministres et journalistes alimentent une double campagne de propagande : le chômage baisse petit à petit et pourtant de nombreuses entreprises n'arriveraient pas à recruter.

Si les chiffres du chômage baissent très lentement, cela ne signifie pas que tous ceux qui sortent des statistiques retrouvent un emploi stable et bien payé. Beaucoup vont de formation en petit boulot, de contrat d'intérim en CDD. D'autres sont radiés des statistiques pour un entretien raté ou une erreur administrative. 2,5 millions sont devenus des auto-entrepreneurs, survivant en dessous du smic à livrer des repas en vélo ou à s'occuper de personnes à domicile.

Dans nombre d'entreprises, les embauches sont rares. Les travailleurs se voient imposer l'augmentation des cadences et l'allongement des horaires, souvent entre deux périodes de chômage partiel. Des millions d'intérimaires alternent emplois précaires et périodes de chômage forcé.

Dans les secteurs qui recrutent, l'hôtellerie et la restauration, le BTP, les services à la personne ou la santé, les conditions de travail sont de plus en plus dégradées et les salaires trop faibles : on comprend que les travailleurs qualifiés ne se précipitent pas !

La campagne sur les difficultés de recrutement

a pour objectif de présenter les travailleurs qui restent inscrits à Pôle emploi comme des fainéants qui refuseraient d'accepter n'importe quel emploi, à n'importe quel salaire.

Pour les y contraindre, le gouvernement a modifié les règles d'indemnisation du chômage. Il faut désormais travailler plus longtemps pour accumuler des droits au chômage, et la durée d'indemnisation a été réduite. Cette réforme est un gros bâton pour pousser les travailleurs à accepter n'importe quel emploi et tirer tous les salaires vers le bas.



REMY PERRIN / MAXPPP

C'est l'objectif que vise le ministre du travail Dussopt avec la création de France Travail. Les bénéficiaires du RSA, dont beaucoup sont invalides, malades ou usés par l'exploitation, seront contraints de s'y inscrire, subiront des entretiens ou des formations humiliants, sans pouvoir ni travailler ni recevoir une pension correcte.

Macron et ses ministres ne cherchent pas à enrayer le chômage mais à faire la guerre à tous les travailleurs, qu'ils soient avec ou sans activité.

La seule façon de combattre le chômage, c'est d'imposer la répartition du travail entre tous, sans baisse des salaires. Aucun travailleur ne doit être privé d'un emploi et d'un salaire permettant de vivre correctement. Et ce ne sont pas les besoins qui manquent, tant dans les services utiles à la population que dans les entreprises, où chaque travailleur fait souvent le travail de deux.

Alors que le gouvernement cherche à opposer les travailleurs qui ont un emploi à ceux qui en sont privés, cette revendication permet au contraire de défendre nos intérêts communs.

Le partage du travail sans diminution de salaire a un coût ? Oui bien sûr. Mais pour le financer, il faut utiliser les milliards de profits accumulés par les grands groupes. Cet argent est le fruit de notre travail, il doit servir à garantir une vie correcte à celles et ceux qui font tourner la société.



... pour



travailler tous!

Il n'y aura ni bon président, ni bon Parlement, ni bonne Constitution

Ni les augmentations de salaires, ni le contrôle des comptes des entreprises, ni la répartition du travail ne viendront du gouvernement, du Parlement ou du dialogue social. On a pu le vérifier au cours de la lutte contre la réforme des retraites : le pouvoir dispose d'une multitude de règlements ou d'articles dans la Constitution pour faire passer les lois antiouvrières, même quand elles sont rejetées par la majorité des salariés.

Tout au long de cette lutte, les chefs syndicaux ont demandé à être reçus à l'Élysée. Ils n'ont cessé d'interpeller les députés et les sénateurs. Ils ont réclamé le retour du dialogue social. Mais le seul dialogue que connaît le gouvernement, c'est d'envoyer sa police contre les manifestants ou les travailleurs qui installent un piquet de grève devant leur entreprise.

Les opposants à Macron, qu'ils soient du Rassemblement national ou de la gauche de gouvernement, nous répètent : « *Votez pour nous en 2027 et nous reviendront sur les 64 ans* ». C'est un gros mensonge. Revenir sur cette loi, c'est faire payer d'une façon ou d'une autre le grand patronat.

Or Marine Le Pen, toute démagogue qu'elle soit, est trop respectueuse de l'ordre social et des riches pour vouloir les faire payer. Même pour assurer 10 % d'augmentation de salaire, elle propose, non pas de prendre sur les super profits, mais sur les cotisations sociales ! Alors, si Le Pen est élue, elle fera là où la bourgeoisie lui demandera de faire.

Quant à la gauche, qui brasse du vent avec la 6^{ème} République, elle s'est couchée devant les diktats de la bourgeoisie à chaque fois qu'elle s'est retrouvée au pouvoir. Sur la question des retraites,



elle n'est jamais revenue sur les attaques des Balladur, Fillon ou Sarkozy. Pire, avec Hollande, elle a allongé la durée de cotisation à 43 ans.

Si elle revient au pouvoir, la gauche fera ce qu'elle fait aujourd'hui dans les grandes villes, les départements ou les régions qu'elle dirige : elle déroulera le tapis rouge devant le patronat.

Les travailleurs n'ont rien de bon à espérer du côté des institutions étatiques et de l'alternance politique.



Début juin 2023, après avoir tenu plus de deux mois en grève et subi la répression policière, les ouvrières de Vertbaudet, dans le Nord, ont obtenu des augmentations de salaire, ainsi que l'absence de sanctions pour les grévistes.

Un programme de combat

Une leçon du mouvement contre la réforme des retraites, comme des nombreuses grèves qui se déroulent en permanence un peu partout dans le pays pour des augmentations de salaires, c'est que les capitalistes, malgré leurs immenses profits, ne veulent rien céder. Au contraire, aidés du gouvernement, ils sont prêts à nous faire revenir une génération en arrière.

Pour défendre notre droit à l'existence, il faudra contester le droit de la classe capitaliste à imposer ses diktats sur toute la société, sa capacité à exacerber toutes les divisions pour mieux exploiter notre travail.

Le combat contre la classe capitaliste est un combat vital mais difficile, et qui ne peut se mener à moitié. Pour pouvoir résister aux pressions patronales, il faut être convaincu que ce ne sont pas les travailleurs qui dépendent de la bourgeoisie, mais que c'est elle qui dépend de nous pour tout, pour ses profits, mais aussi pour se nourrir, se déplacer, éduquer et soigner ses enfants.

Il faut être déterminés à aller jusqu'à renverser le pouvoir de la bourgeoisie. Les travailleurs doivent prendre le pouvoir politique, contester la propriété privée sur les entreprises, les réquisitionner, les regrouper et les gérer collectivement pour satisfaire les besoins de tous.

Cette conviction n'est ni celle des partis de gouvernement, qui aspirent à gérer un État façonné pour la bourgeoisie, ni celle des chefs syndicaux, qui aspirent à être reconnus comme les avocats et les porte-parole exclusifs des travailleurs.

À Lutte ouvrière, nous pensons au contraire que l'émancipation des travailleurs ne pourra venir que des travailleurs eux-mêmes, de leurs propres combats.

Dans cette période de crise aiguë, dans cette période où la rivalité entre groupes capitalistes du monde entier est exacerbée, la bourgeoisie ne lâchera rien. Autrement dit, la lutte pour défendre nos conditions d'existence est indissociable de la lutte pour renverser le pouvoir de cette bourgeoisie.

Relocalisations, transition écologique : les États arrosent leurs capitalistes et sacrifient ce qui est utile aux classes populaires

La transition énergétique et la relocalisation de la production sont les derniers prétextes utilisés par les États pour arroser leurs capitalistes respectifs et les soutenir dans la guerre économique qu'ils se mènent.

Aux États-Unis, Biden a débloqué des centaines de milliards de dollars de subventions pour les industriels qui décident de produire sur le sol américain. Pour attirer des capitalistes, les États européens sortent le carnet de chèques les uns après les autres. Sous prétexte de la souveraineté nationale et de l'écologie, c'est à qui sera le plus généreux !

Volkswagen vient de négocier avec le Canada l'installation d'une usine de batteries, avec 8 à 13 milliards de dollars à la clé. Pour construire une nouvelle usine de semi-conducteurs à Grenoble, Macron offre 2,9 milliards d'euros au trust STMicroelectronics.

Ces dizaines de milliards versés à des groupes richissimes manqueront aux hôpitaux, aux écoles et à tant d'autres infrastructures utiles à la société. Chaque emploi créé sera chèrement payé par les travailleurs eux-mêmes. Ils paieront collectivement les cadeaux faits au grand patronat par l'augmentation de la dette publique. Ils seront mis en concurrence avec les travailleurs des autres pays et pressés comme des citrons au nom de la



À Bruxelles, une usine de batteries électriques pour les Audi e-tron.



CAPTURE D'ÉCRAN BBC NEWS REUTERS

L'un des mégafeux de forêt touchant l'Alberta, au Canada, en mai 2023.

compétitivité. Ainsi, Macron promet-il aux futurs investisseurs « *un cadre simplifié pour le licenciement économique* », « *de la flexibilité* », « *un coût du travail et des impôts patronaux en baisse* »...

Quant à la protection de l'environnement, prétexte de ces grandes manœuvres, il faut être naïf pour croire qu'elle sera efficace. La transition annoncée vers les moteurs électriques est conduite sans la moindre planification, sans savoir si on produira assez de courant électrique, s'il y aura assez de bornes de recharge et comment on recyclera les batteries usagées sans polluer.

Le capitalisme est le règne du marché, de la concurrence et de la propriété privée. C'est l'exact opposé de l'organisation et de la planification. Aujourd'hui, tous les capitaux se ruent sur la voiture électrique et il en manque pour construire des logements. C'est toute la stupidité et le gâchis d'un système qui n'est pas conçu pour répondre aux besoins de la population, mais pour réaliser du profit.

On ne pourra enrayer le réchauffement climatique, stopper la destruction des espèces vivantes, arrêter l'empoisonnement des sols, de l'air et des humains, gérer rationnellement les ressources naturelles, à commencer par l'eau, tant que régnera la loi du profit et que la bourgeoisie tiendra les rênes de la société.

Le capitalisme, c'est la guerre !

Depuis un an et demi, la guerre ravage l'Ukraine. Les villes bombardées et détruites, les familles vivant dans des caves ou au milieu des ruines, les soldats se terrant dans des tranchées boueuses, toutes ces souffrances engendrées par l'invasion de l'armée russe ne peuvent laisser indifférent.

Cette guerre met aux prises, par Ukrainiens interposés, la Russie et l'OTAN, l'alliance militaire menée par les États-Unis qui englobe les principales puissances impérialistes, le Royaume-Uni, la France, l'Allemagne. La population ukrainienne est devenue, à son corps défendant, l'instrument et la victime d'une rivalité qui la dépasse.

Depuis l'effondrement de l'Union soviétique en 1991, l'impérialisme américain a tout fait pour faire basculer dans sa sphère d'influence les pays d'Europe de l'Est qui appartenaient au bloc soviétique. Poutine, de son côté, est à la tête d'une dictature qui réprime féroce toute opposition et représente les intérêts d'une minorité de bureaucrates et d'oligarques contrôlant l'économie russe.

Que Poutine ait pris l'initiative d'envahir l'Ukraine ne change pas la nature de cette guerre dans laquelle les dirigeants de chaque camp se comportent comme des brigands se disputant un butin, en dressant les peuples ukrainien et russe l'un contre l'autre.



En Ukraine, survivre au milieu des ruines.

Tout aussi lourd de menaces pour le monde, il y a l'affrontement entre les États-Unis et la Chine. La bataille fait rage sur le terrain économique, se menant à coups de mesures de rétorsion, d'embargos, d'espionnage. Et le face à face militaire se prépare ouvertement en mer de Chine, autour de Taïwan.

Les escalades militaires à l'œuvre en Ukraine ou en Chine peuvent se transformer en un affrontement généralisé entre grandes puissances. Les images de dévastation, de populations fuyant les bombardements et les combats, en Ukraine, au Moyen-Orient ou dans de nombreux pays d'Afrique, ce sont peut-être celles de notre propre avenir !

La guerre est omniprésente dans le monde parce qu'elle est au cœur même du capitalisme. La guerre est la prolongation de la concurrence qui oppose les grandes entreprises pour contrôler les matières premières, les chaînes de production, et s'assurer des marchés à l'échelle mondiale. Elle résulte des calculs et des rapports de force permanent entre les États et les intérêts capitalistes qu'ils représentent.

Aujourd'hui, alors que la crise économique s'aggrave et que les relations internationales se tendent, tous les pays se préparent à la guerre. Tous se réarment à marche forcée et passent à une économie de guerre.

En France, Macron a augmenté de 100 milliards d'euros le budget militaire pour les sept prochaines années. En Allemagne, le gouvernement a débloqué 100 milliards d'euros pour procéder au réarmement du pays. Champions du monde toutes catégories, les États-Unis dépensent plus de 800 milliards de dollars par an pour l'armée. La Chine arrive loin derrière avec 300 milliards.



GRAY GIBSON / US NAVY / AP-SIPA

Exercice naval inter-armées organisé par l'armée américaine dans le Pacifique.



La fabrication d'obus aux Forges de Tarbes relancée par la guerre en Ukraine.

Avec plus de 2 200 milliards de dollars dépensés dans le monde en 2022, les records mondiaux de dépenses militaires sont battus. C'est cent fois la somme nécessaire pour électrifier entièrement l'Afrique subsaharienne, cent fois la somme nécessaire pour éradiquer la tuberculose, le sida et le paludisme d'ici à 2030.

Il n'y a pas d'argent pour soigner et éduquer la population dans le monde, mais tous les pays font tourner leurs usines de munitions 24 heures sur 24 et recrutent pour construire plus de chars, plus d'avions de combat, plus de missiles, plus de drones tueurs. Il n'y a pas de société plus folle !

Un siècle après la Première Guerre mondiale et ses 10 millions de morts, 80 ans après la Deuxième Guerre mondiale et ses 70 à 80 millions de morts, après avoir vu l'horreur de deux bombes atomiques, de plusieurs génocides et des famines à répétition, nous vivons de nouveau sous la menace d'une guerre généralisée.

« Le capitalisme porte en lui la guerre, comme la nuée porte l'orage », *dénonçait le dirigeant socialiste Jean Jaurès avant 1914. C'est toujours vrai aujourd'hui, et pour offrir une autre perspective à l'humanité, il faut se battre pour le renversement de ce système fauteur de guerres !*

L'ennemi principal est dans notre pays, ne marchons pas derrière nos dirigeants !

Les gouvernants, les états-majors militaires, les industriels se préparent matériellement à la guerre et ils nous y préparent aussi moralement. Les journalistes et les grands médias relaient cette propagande guerrière permanente comme des chiens de garde bien dressés !

Les partis d'opposition n'ont rien à redire à la politique militaire de Macron. De la gauche à l'extrême droite, tous approuvent globalement la livraison d'armes à l'Ukraine et, donc, la participation de la France. Au mieux, certains accompagnent leur accord d'un discours pacifiste. Mais tous passent sous silence les responsabilités et les visées des grandes puissances impérialistes occidentales dans l'enchaînement guerrier.

Quand le gouvernement prévoit d'augmenter le budget militaire de 100 milliards d'euros, les députés du RN lui apportent leur soutien. Quant aux députés de la Nupes, s'ils ont refusé d'approuver la loi de programmation militaire, ils se déclarent pour l'augmentation du budget militaire. Ainsi le dirigeant du PCF Fabien Roussel a déclaré : « *Avoir un budget plus important, permettant de nous protéger des menaces [...], oui et mille fois oui.* »

Du RN à La France insoumise, tous contribuent à la militarisation des esprits et montrent à la bourgeoisie qu'elle peut compter sur eux, y compris pour envoyer, demain, la population mourir pour les profits d'une minorité.

« *On croit mourir pour la patrie, on meurt pour les industriels* », écrivait Anatole France pour dénoncer le nationalisme qui avait servi à embrigader les travailleurs et à les envoyer mourir dans les tranchées en 1914-18. Cet avertissement est toujours d'actualité car c'est le même piège qui se met en place.

Pour s'opposer à la marche à la guerre, les travailleurs doivent rejeter tous les clans politiques de la bourgeoisie, ceux qui tiennent ouvertement un langage guerrier comme ceux qui réclament des négociations pour obtenir la paix.

À la propagande patriotique cherchant à les dresser contre les travailleurs des autres pays, ils doivent opposer le slogan du révolutionnaire allemand Karl Liebknecht, qui lançait en 1916, alors que les combats de la Première Guerre mondiale faisaient rage : « L'ennemi principal est dans notre pays. »

Pas de frontières entre les exploités ! Travailleurs de tous les pays, unissons-nous !

Le capitalisme s'est déployé en étendant le marché à l'échelle mondiale et en instaurant une division internationale du travail. Depuis, des objets les plus indispensables à notre vie quotidienne jusqu'aux produits les plus élaborés de la haute technologie, tous nécessitent la coopération de millions de travailleurs, vivant aux quatre coins de la planète. Cette mondialisation de l'économie, résultat d'une évolution de plusieurs siècles, a fondu l'humanité et les exploités dans un sort commun.

Les frontières restent indispensables à la bourgeoisie car les États lui servent d'instruments politiques pour défendre ses intérêts. Mais, pour développer leur économie, ils ne peuvent pas se couper des échanges internationaux. Cette contradiction est à l'origine des tensions et des affrontements qui se multiplient actuellement.

Les travailleurs, eux, n'ont aucun intérêt au maintien des frontières, utilisées pour les diviser et les opposer les uns aux autres. Ouvriers chinois produisant des iPhone dans les usines de Foxconn, ouvrières des usines textiles du Bangladesh, mineurs congolais extrayant du cobalt, magasiniers dans un entrepôt d'Amazon aux États-Unis ou préparatrices de commandes dans l'usine Vertbaudet, près de Lille, en France, les travailleurs sont reliés entre eux par les chaînes du commerce et de l'économie.



Usine Foxconn à Zhengzhou, dans le centre de la Chine.



Quels que soient leurs pays, ils ont les mêmes intérêts. Tous doivent se battre pour défendre leur droit à vivre dignement d'un travail et d'un salaire. L'exploitation n'a pas de frontières, alors il ne faut pas de frontières entre travailleurs !

Aux haines nationalistes et aux préjugés de toutes sortes qui divisent les travailleurs, il faut opposer la conscience internationaliste d'appartenir à la même classe par-delà les frontières, une classe sociale exploitée mais qui constitue la seule classe porteuse d'un avenir pour toute l'humanité.

Les travailleurs ne pourront s'émanciper qu'en renversant le capitalisme et en réorganisant l'économie à l'échelle internationale. La bourgeoisie a mondialisé l'économie à sa manière, sauvage, barbare, parce que son seul objectif est la recherche du profit pour une petite minorité. Aux travailleurs de transformer cette mondialisation économique en un monde égalitaire, riche de toutes les cultures.

C'est le sens du communisme ! Ce mot a été dévoyé, caricaturé par bien des dictatures, à commencer par la dictature stalinienne. Mais il représente l'idéal le plus beau qui soit : les États-Unis socialistes du monde !

Travailleurs français, immigrés, ne nous laissons pas diviser !

Tous les politiciens rivalisent pour mettre l'immigration au centre des débats, et tous alimentent la surenchère anti-immigrés. C'est une diversion pour masquer les responsabilités du grand patronat dans l'explosion des prix, les bas salaires et la dégradation de la société.

La crise économique, le délitement des services utiles à la population, la dégradation des quartiers pauvres gangrenés par les réseaux de drogue, les incivilités et l'insécurité provoquent des réactions de repli et de rejet de l'autre. C'est ce terreau que les démagogues exploitent pour faire des immigrés des boucs émissaires.

Avec sa nouvelle loi « immigration », Darmanin menace de durcir encore les conditions de régularisation des sans-papiers, de limiter les visas et même de supprimer le droit au regroupement familial.

Darmanin ne se contente pas de discours, il utilise tous les moyens de l'État pour s'attaquer aux travailleurs étrangers. À la frontière italienne, la police française refoule les migrants ; à Calais, elle les empêche de se regrouper, de s'installer dans des campements de fortune et de tenter la traversée vers la Grande-Bretagne. Ceux qui ont trouvé un travail en France ont de plus en plus de difficultés à obtenir leur régularisation ou le simple renouvellement de la carte de séjour.

À Mayotte, le gouvernement est allé plus loin dans l'ignominie. Sous prétexte de lutter contre des bandes criminelles, en faisant un lien abject entre immigration illégale et délinquance, sa police se livre à une véritable chasse aux pauvres. Ils sont arrêtés, menacés d'expulsion aux



Destruction du bidonville Talus 2 sous la surveillance des gendarmes, à Mayotte, le 22 mai.

Comores ou à Madagascar, leurs abris patiemment construits avec des matériaux de fortune sont détruits.

Pour défendre l'opération Wuambushu, certains élus de Mayotte ont dénoncé un « grand remplacement » des Français par les Comoriens. Mais les Mahorais et les Comoriens font partie du même peuple ! Ceux que les racistes présentent comme des étrangers sont des parents que la France a transformés en clandestins quand elle a fait passer une frontière artificielle dans l'archipel qu'elle avait colonisé pendant 130 ans.

Ne nous faisons pas complices de cette politique criminelle ! Ni à Mayotte, ni ici en France ! La perspective n'est pas de nous barricader contre des travailleurs plus pauvres que nous ! Ce n'est pas de nous faire la guerre entre travailleurs !

L'immigration est inséparable de la condition ouvrière car le pain n'est garanti nulle part à celui qui doit gagner sa vie. Celui-ci est forcé d'aller là où il trouve à s'employer. En France, aucun hôtel, aucun restaurant, aucun chantier, aucun hôpital, aucun Ehpad ne fonctionnerait sans le travail quotidien de millions de travailleurs étrangers. Sans eux, le patronat manquerait de bras à exploiter. Cette année, le meilleur boulanger de Paris s'appelle Tharshan Selvarajah, il est tamoul du Sri Lanka !

La seule issue positive est de combattre les fauteurs de misère et de guerres, tous ensemble. Quels que soient leur origine, leurs papiers, la couleur de leur peau, tous les travailleurs ont leur place dans les combats et les organisations ouvrières. Nos liens avec des travailleurs du monde entier sont un atout considérable : c'est ce qui aidera une révolte, née dans un pays, à se diffuser. C'est ce qui aidera à faire que notre combat devienne celui de tous les opprimés de la terre.



Le vent de la révolte se lève sans prévenir

De par le monde, les opprimés en général, et les travailleurs en particulier, ont montré à de multiples reprises qu'ils n'acceptent pas éternellement de subir. Ils se battent avec les moyens qu'ils trouvent, mais ils ne cessent de se battre.

En Iran, en septembre 2022, l'assassinat par la police des mœurs d'une jeune femme pour un voile pas assez couvrant a déclenché une large révolte. Des milliers de femmes ont arraché et brûlé leur voile, des centaines de milliers de personnes ont manifesté sous une forme ou une autre, malgré la peur, les arrestations, les tabassages ou les tirs à balles réelles contre les manifestants.

La contestation s'est propagée dans tout le pays, des grèves ont éclaté dans les régions pétrolifères et dans les grandes entreprises. Outre la liberté, les travailleurs revendiquaient du pain et du travail. Huit mois après le début de la révolte, il n'y a plus de grandes manifestations, mais la colère est toujours là, et des femmes continuent à défier les autorités en sortant tête nue dans la rue.



Des jeunes Iraniens manifestent contre le régime, en septembre 2022.

Ce qui s'est passé en Iran montre qu'il arrive toujours un moment où la révolte est plus forte que la peur. Un moment où l'action et la témérité de quelques-uns en encouragent d'autres et conduisent des centaines, des milliers, des millions à oser faire ce qu'ils n'imaginaient même pas quelques jours avant !

Les révoltes populaires contre la dictature, l'oppression, la vie chère n'ont pas manqué ces dernières années. Le Hirak algérien a mis dans la rue des millions de personnes en 2019, conduisant à la démission de Bouteflika. La même année, la révolte soulevait le Soudan, d'abord contre la vie chère, et bien vite contre le dictateur haï.

Les révoltés soudanais avaient installé leur quartier général devant celui des forces armées à Khartoum, qu'ils croyaient être de leur côté. Aujourd'hui, les militaires au pouvoir s'affrontent en deux clans opposés, plongeant toute la population dans l'horreur.

En Tunisie et en Égypte, les dictateurs renversés lors du printemps arabe en 2011 ont été remplacés par de nouveaux régimes autoritaires au service des privilégiés.

Toutes ces révoltes montrent que dès que les classes populaires se lèvent, dès que la lutte de classe s'intensifie, la bourgeoisie et les classes dominantes du pays, aidées par les puissances impérialistes, ont toujours une politique à proposer pour prendre la direction de la révolte, la dévier ou l'enterrer.

Pour que les révoltes des opprimés aillent au bout de leurs possibilités, pour que leur courage et leur combativité ne soient pas dévoyés, il ne suffit pas de changer les têtes au sommet d'un régime. Il faut remettre en cause le système capitaliste et l'ordre impérialiste qui dominant le monde.

Seuls les travailleurs peuvent mener ce combat jusqu'au bout car ils n'ont rien à perdre et sont les seuls porteurs d'un ordre social débarrassé de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Renouer avec la conscience que seule la classe ouvrière est porteuse d'une autre société

En France, la classe ouvrière est formée de plusieurs dizaines de millions de travailleurs : des ouvriers dans l'industrie, le bâtiment, l'entretien, la restauration, mais aussi des techniciens et des ingénieurs, des employés dans la distribution, dans les banques, des livreurs, des soignants, etc. À l'échelle du monde, les travailleurs se comptent par milliards. Malgré leurs différences, tous n'ont que leur salaire pour vivre, tous sont des exploités dont le travail engraisse une classe capitaliste de plus en plus riche.

Tous ces travailleurs, par leur travail collectif, sont indispensables au fonctionnement de la société. C'est apparu comme une évidence lors de l'épidémie du Covid, où la présence au travail, malgré les risques, des soignants, des caissières, des éboueurs, des routiers, et leur dévouement à l'intérêt collectif, ont assuré la survie de tous.



Dans la manifestation du 7 février, à Paris.

Lors du mouvement contre la réforme des retraites, des millions de travailleurs ont pu mesurer qu'ils constituent une seule classe sociale, avec les mêmes difficultés, les mêmes revendications. Ils ont découvert leur force collective à travers les immenses manifestations.

Mais cette force collective n'a pas été déployée jusqu'au bout. Les travailleurs sont montés sur le ring en calculant et en économisant leurs

forces, se privant ainsi des moyens de mettre KO leur adversaire. Ils ne se sont pas lancés dans une grève déterminée, impliquant tous les secteurs, reconduite chaque jour jusqu'à obtenir satisfaction, une grève générale.

La force de la grève générale n'est pas qu'elle bloque l'économie, c'est avant tout qu'elle bloque la machine à faire du profit et touche directement le patronat au portefeuille, le seul endroit qui compte pour lui.



ARC

Rassemblement des ouvriers grévistes dans la cour intérieure de l'usine Renault – Billancourt occupée, le 28 mai 1936.

La grève libère les travailleurs de leur poste de travail auquel, en temps normal, ils sont enchaînés physiquement, et même mentalement. Elle leur donne le temps de réfléchir, de discuter ensemble, de s'organiser.

Quand la grève est dirigée démocratiquement par les travailleurs eux-mêmes, et pas d'en haut par les bureaucraties syndicales, ils découvrent non seulement leur capacité à agir, mais surtout à prendre des initiatives et à s'organiser pour les réaliser.

C'est en se mettant en action que les travailleurs réalisent qu'ils représentent une force politique, capable de se défendre, mais aussi d'améliorer leurs conditions de vie, comme en 1936 et 1968. Une force politique capable de manifester dans le calme, mais aussi de s'insurger, de prendre les armes et de remplacer un gouvernement bourgeois, comme lors de la Commune de Paris en 1871. Une force politique capable de renverser un tsar, puis d'établir un pouvoir ouvrier, comme en Russie en octobre 1917. Une force politique capable d'arrêter une guerre mondiale, ce que fit la vague révolutionnaire qui ébranla le monde en 1917-18.

C'est dans ces moments-là que les travailleurs peuvent massivement s'emparer des idées révolutionnaires, à condition que des femmes et des hommes, regroupés dans un parti communiste révolutionnaire, existent pour les faire vivre.

Plus que jamais, mettre en avant une perspective révolutionnaire !

Le capitalisme en crise entraîne l'humanité vers la barbarie. Son renversement est une nécessité ! À tous ceux qui réalisent l'impasse dans laquelle il nous envoie, il faut dire que nous ne sommes pas éternellement condamnés à cet ordre bourgeois, qu'un autre monde est possible, et que c'est à nous de le construire.

À la propriété privée d'une toute petite minorité de capitalistes, il faut opposer la perspective de la collectivisation des grands moyens de production et des banques.

Au pouvoir politique de la classe bourgeoise, il faut opposer le pouvoir des travailleurs.

Au capitalisme, il faut opposer la perspective révolutionnaire du communisme.

Dans cette période de crise et de guerre, de recul politique et de montée de l'extrême droite, nous sommes particulièrement fiers de l'existence, à l'échelle du pays, d'un courant communiste révolutionnaire. Un courant qui affirme que les travailleurs font tout dans cette société et qu'ils doivent collectivement en devenir les maîtres. Un courant qui aide les travailleurs à mener tous les combats nécessaires, et qui est prêt à mener le plus grand d'entre eux, celui pour la prise du pouvoir par les travailleurs.



Le 1^{er} mai 2023, à Paris.



Le meeting du 28 mai 2023, à la fête annuelle de Lutte ouvrière.

Ce courant, notre courant, est minoritaire, et les résultats électoraux nous le rappellent régulièrement. Mais il n’y a pas à s’en démoraliser. Tant qu’il y aura des travailleurs, il y aura des luttes. Et il y aura des femmes et des hommes pour contester et combattre le capitalisme.

Renforcer le courant qui place sa confiance dans la classe ouvrière, lui donner la force d’intervenir dans les luttes que les travailleurs ont à mener contre la grande bourgeoisie, est la tâche essentielle. C’est une tâche que nous poursuivrons envers et contre tout, car l’avenir de la société, et même de la planète, dépend de la révolution sociale.

Il faut reconstruire un parti qui porte la perspective communiste. Un parti pour aider aux luttes nécessaires des travailleurs et pour propager la conscience que seuls les travailleurs peuvent changer la société, et qu’ils pourront la diriger bien mieux que la grande bourgeoisie. Un parti totalement indépendant des partis bourgeois, composé et dirigé par des travailleurs, présent dans les entreprises et les quartiers populaires.

Ensemble, commençons à construire ce parti regroupant toutes les femmes et tous les hommes conscients que le seul camp porteur d’avenir est celui des travailleuses et des travailleurs.

Sommaire

Guerre économique, guerre sociale	2
Hausse des prix	3
Explosion de profits pour les capitalistes	5
Contrôle des comptes	6
Contre le chômage, répartition du travail entre tous !	7
Ni bon président, ni bon Parlement, ni bonne Constitution	9
Un programme de combat	11
Relocalisations, transition écologique	12
Le capitalisme, c'est la guerre !	14
L'ennemi principal est dans notre pays !	17
Pas de frontières entre les exploités !	18
Travailleurs français, immigrés, ne nous laissons pas diviser !	20
Le vent de la révolte se lève sans prévenir	22
Renouer avec la conscience de classe	24
Plus que jamais, mettre en avant une perspective révolutionnaire !	26

Si vous souhaitez donner votre point de vue sur cette brochure ou sur les discussions que vous avez pu avoir avec nous, vous pouvez le faire :

- par courrier à notre siège central :
Lutte ouvrière – BP 20029 – 93501 PANTIN CEDEX
- par e-mail :
contact@lutte-ouvriere.org

Et si vous souhaitez rencontrer des camarades, nous pourrions ainsi vous mettre en contact avec ceux qui sont les plus proches de votre domicile ou de votre travail.



Jean-Pierre Mercier, Nathalie Arthaud et Arlette Laguiller.

Visitez notre site Internet :
www.lutte-ouvriere.org

